

" J'ai peur que le peuple indien ne perde la culture qui lui reste, qu'il perde sa terre, j'ai peur que ceux qui nous chasseraient de nos territoires vers la non-existence réussissent. Notre vigilance et notre entière détermination ne doivent jamais se relâcher. Non, jamais.

Mais au sein de cette plus vaste lutte, nous devons nous retourner et nous aider, les uns les autres, et aider notre peuple. Aucun d'entre nous ne peut se permettre de rester inactif, comme aucun d'entre nous ne peut refuser une aide. Nous devons nous tendre la main." p.62 et 63

Leonard Peltier
United States Prisoner 89 637-132
Écrits de prison
Le Combat d'un Indien
(Préface de Danielle Mitterand)
Traduction Éditions Albin Michel 2000

ALGONQUINS DU LAC BARRIÈRE

RAPPORT DU MÉDIATEUR

L'Honorable Réjean F. Paul, j.c.s.

À la demande des Algonquins du Lac Barrière et des autorités du Bureau de Québec du Ministère des affaires indiennes et du Nord Canada, j'acceptais, le 23 janvier 2007, d'agir comme médiateur pour tenter de régler un grave problème de leadership récurrent au sein de cette communauté autochtone vivant au milieu du Parc de La Vérendrye. L'honorable François Rolland, juge en chef de la Cour Supérieure du Québec, m'avait, au préalable, accordé son autorisation et je tiens à l'en remercier.

Le mandat :

a) Les paramètres :

"Examiner et évaluer la documentation relative aux deux processus de sélection tenus sur le leadership à Barrière Lake, incluant les règles coutumières de la communauté. Rencontrer les membres des deux conseils des aînés et des deux conseils de bande proposés et, au besoin, tout autre membre de la communauté, afin de réunir toute information pertinente et de faire une évaluation de la situation actuelle sur le différend en matière de leadership à Barrière Lake ;

Réunir les principaux interlocuteurs des deux conseils des aînés et des deux conseils de bande proposés et, au besoin, toute autre personne, afin de les aider à établir un climat de communication pour échanger sur le litige, à élaborer des options, à dégager des consensus et à identifier une solution juste, viable et satisfaisante pour les deux parties ;

Si la médiation se termine par une entente, consigner par écrit les points sur lesquels les parties se sont entendues et rédiger un rapport à l'intention du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada ;

Si la médiation se termine sans entente, consigner par écrit les points sur lesquels les parties sont en désaccord et, s'il y a lieu, les points sur lesquels elles s'entendent. Rédiger un rapport à l'intention du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada et faire des recommandations."

Lettre de Monsieur Pierre Nepton, Directeur général associé, région du Québec, Ministère des affaires indiennes et du Nord Canada, portant date du 23 janvier 2007.

b) La durée :

Trois mois, à compter de l'adoption de l'Arrêté en Conseil, adopté le 19 avril 2007. Les parties désiraient toutefois que j'entreprenne, dès le 26 janvier 2007, le travail de rencontres avec la communauté et les divers intervenants ainsi que l'étude de l'abondante documentation soumise de part et d'autre, ce que je fis. La durée prévue du mandat : du 1^{er} février 2007 au 31 mai 2007.

La situation conflictuelle actuelle :

Le conflit entre deux groupes d'algonquins vivant dans cette communauté ne date pas d'hier...et c'est désolant !

a) Court historique :

C'est la deuxième fois que l'on fait appel à mes services pour tenter d'apaiser les tensions internes et de rétablir un climat de coopération relatif, propice à un développement normal de cette communauté, quand même sympathique.

Déjà en 1996, il y avait un conflit majeur, comme suite à la reconnaissance par le Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada d'un groupe prétendant représenter la majorité des membres, suite à une pétition favorable à ce groupe.

J'avais alors découvert une véritable "guérilla" existant sur la réserve et s'étendant jusqu'à Maniwaki et Val d'Or pour beaucoup de membres vivant hors réserve. Personne ne voulait céder un pouce de terrain et, suite à une demande signée par le leader de l'un des groupes, l'aîné George Nottaway (décédé récemment), je dus cesser mes activités, ayant perdu la confiance de ce groupe (alors reconnu par le Ministère comme étant celui qui formait le Conseil de Bande).

Je n'allais toutefois pas mettre fin à ce mandat, sans indiquer qu'à mon avis et selon mes recherches, la sélection des Membres du Conseil de Bande devait se faire selon la Coutume. A cet égard, ma lettre de démission portant date du 13 janvier 1997, est explicite:

SPECIAL REPORT

On January 13th, 1997, at the request of the group led by elder George Nottaway, I have agreed to stop immediately my mediation efforts in the case of the Algonquins of Barrière Lake. This mediation was intended to write down the customs of the Band regarding the selection of its Chief and Council.

My findings, after eight months of intensive work with the help of two outside elders, are the following:

- 1) Before 1964, one single Chief was running the Community affairs for almost 60 years: David Makokoose.
- 2) Since 1964, the Chiefs were selected by the elders with the participation of the community members.

In those days, the community members were living within their traditional territory. So, those present on the settlement could participate in the selection process. The last selection took place in 1980, when former Chief Jean-Maurice Matchewan was selected. He was Chief until January 23rd, 1996, when the Authorities of the Department of Indian Affairs decided to recognize an Interim Band Council until June 30th, 1996, in order to put down in writing the customs of the Band regarding the selection or election of the Band Council.

On the 7th of May 1996, I was appointed mediator for the same purpose, i.e., to put down in writing the customs of the Band regarding the leadership issue.

After many meetings and trips, with the help of my two elders – Robin Greene and Robert Kanatewat, I have come to the conclusion that the customs of the Band regarding the selection of its Chief and Council are the following:

- a) Selection by the elders
with
- b) the participation of the Community Members

Since many members reside outside the Reserve for various reasons (the actual situation in Barrière Lake plus the lack of houses), the problem is the following:

Should all the registered members be entitled to participate in the above-mentioned selection process or only the ones living on the traditional territory or having connection and knowledge of the land? On this issue, the Band is clearly divided.

It would not be unreasonable for everyone to read the Federal Court of Appeal decision in the Batchewana Indian Band case (A-578-93) dated November 20th, 1996, (Coram: Stone J.A., Linden J.A., McDonald J.A.). Maybe both groups could find a compromise based on the learned opinion of the Court.

Since one of the groups (led by elder George Nottaway) does not require my services anymore, it is an impossible task for me to solve the leadership problem. That is why I have decided to resign as of today, by sending my letter of resignation to the Honourable Ron Irwin, Minister of Indian Affairs and Northern Development.

(signed)
Réjean F. Paul, j.c.s.

Par la suite, deux personnalités étaient nommées, le 6 mars 1997, comme facilitateurs par le Ministère des affaires indiennes et du Nord (Canada) :

M. André Maltais, actuel Secrétaire général associé au Secrétariat des affaires autochtones du Québec.

M. Michel Gratton, ancien titulaire de plusieurs Ministères au sein du Gouvernement du Québec.

Ces derniers soumettaient un rapport d'excellente facture, le 31 mai 1997. En bref, les facilitateurs constataient que la communauté réaffirmait que le code coutumier électoral intitulé : Mitchikanibikok Anishnabe Onakinakewin (Customary Governance Code) représentait bien leur coutume relative à la gouvernance et à la sélection de leurs leaders.

Déjà le 9 avril 1997, conformément aux dispositions de ce code coutumier, en présence de nombreux observateurs avec l'accord de la communauté, un conseil de bande était sélectionné.

Dès le 17 avril 1997, le Directeur général intérimaire pour le Québec, M. Jérôme Lapierre (Affaires indiennes et du Nord Canada) prenait acte de la légitimité de ce nouveau conseil de Bande.

Normalement, la communauté aurait dû prendre un nouveau départ et laisser de côté ses divergences fondamentales passées. De plus, des problèmes criants persistaient dans cette petite réserve : logements totalement inadéquats, insalubres et surpeuplés, taux de chômage à 90%, décrochage scolaire inacceptable, alcoolisme, abus sexuels allégués, violence conjugale, abus de drogues... en bref, tous les ingrédients pour exacerber les tensions sociales et créer un climat déplorable de suspicion et de délation.

Comme mon mandat est strictement restreint à la crise de leadership, je ne m'aventurerai pas trop sur la piste des solutions à tous ces problèmes récurrents, bien que mes recommandations ne pourront les escamoter. Je le dois à tous ces membres de la communauté qui m'ont fait des confidences. Qu'il me suffise de dire que depuis 1991, alors que j'agissais pour la première fois comme médiateur pour cette communauté dans un tout autre contexte (Faciliter la signature de l'entente trilatérale pour la gestion de la Forêt- **mission réussie**), la situation me semble s'être grandement détériorée et je le déplore amèrement.

b) Le rôle antagoniste des aînés :

Selon mes recherches, mes contacts et mon évaluation sur le terrain, normalement les aînés ont, comme il se doit, un rôle prépondérant, voire essentiel, pour assurer la paix et le bien-être de tous les membres de la communauté ! D'ailleurs le code coutumier pour la sélection du chef et des membres du Conseil et la révision du leadership confie des pouvoirs très importants aux aînés.

Ces derniers sont censés incarner la sagesse et la clairvoyance : ils doivent façonner des consensus et régler les problèmes internes de la communauté en douceur. Qu'en est-il dans la communauté du Lac Barrière ? C'est un véritable désastre institutionnalisé !

Loin de régler les problèmes comme l'on est en droit de s'attendre d'eux, plusieurs aînés sont carrément ligués en deux camps ; ils sont pour la plupart des adversaires acharnés, se spécialisant dans l'insinuation, la délation voire, selon ce que l'on m'a rapporté, le chantage et l'intimidation ! Quel bel exemple pour la jeunesse ! Jamais je n'ai vu pareille confrontation autodestructrice. Au lieu de régler des problèmes, ils les créent de toute pièce par leur attitude de confrontation. Dans un pareil climat, la solution toute trouvée est de blâmer les autres pour ses malheurs et sa piètre existence. Que ce soient les gouvernements, les fonctionnaires, les gestionnaires, voire même les facilitateurs et le médiateur, ceux qui, aux yeux d'un groupe, n'adoptent pas l'attitude qu'ils désirent sont désavoués et décriés, quand ce n'est pas carrément dénoncés publiquement. C'est une attitude totalement inacceptable.

c) L'on ne peut réinventer l'Histoire, il faut en corriger le parcours, s'il y a lieu ;

Bien sûr, si l'on étudie de près la situation de cette communauté, il est patent que l'adage bien connu "Diviser pour régner", prend tout son sens. Chaque clan tente de s'organiser pour prendre le pouvoir et contrôler les finances de la Bande. C'est totalement néfaste et ça ne peut qu'engendrer ressentiment et abus.

Dans le passé ces autochtones ont été pratiquement dépouillés de leurs biens (i.e. essentiellement la forêt) par des coupes systématiques sur leurs territoires traditionnels, sans aucune compensation ou retombées économiques. Cet état de fait a engendré une dépendance absolue aux programmes et subventions gouvernementales, mais aussi et surtout aux fameux chèques dits de "Bien-être Social". Quel mode de vie et surtout quel avenir bouché ! Voilà pourquoi plusieurs ont quitté la Réserve : "Le Salut dans la fuite!"

Ces erreurs passées ne doivent toutefois pas faire baisser les bras aux membres de cette communauté ! Il leur faut se prendre en main et participer aux projets prometteurs qui les attendent.

Par exemple ;

- (1) Les deux paliers de gouvernement s'entendent pour agrandir l'assise territoriale de la Réserve de 6.3 kilomètres carrés.
- (2) Hydro-Québec devrait, selon mes informations, raccorder cette communauté à son réseau.
- (3) Le gouvernement du Canada est prêt à investir massivement pour créer un village moderne, afin que les conditions "tiers-mondistes" actuelles deviennent, au plus

coupant, choses du passé. Les montants exigés sont, semble-t-il, disponibles dès maintenant.

- (4) Deux éminents serviteurs publics, Messieurs John Ciaccia et Clifford Lincoln ont, le premier pour le gouvernement du Québec, l'autre pour la communauté autochtone du Lac Barrière, étudié à fond la situation catastrophique des membres de cette communauté et ont suggéré des réformes fondamentales et une feuille de route pour un avenir prometteur. Il faut au plus tôt mettre en place les mécanismes suggérés par ces deux hommes de grande expérience, à mon humble avis. Pour ce faire, il doit n'y avoir qu'un seul Conseil de Bande afin de planifier, de façon harmonieuse, ces intéressants projets.

Cela étant, que faut-il faire pour remettre le train sur les rails ?

- d) Les étapes suivies pour en arriver à cette crise de leadership qui mine le présent et l'avenir de cette communauté.

Conformément à leur code coutumier, les membres de la communauté ont, au cours de l'Assemblée générale des aînés et des membres de la communauté du Lac Barrière, tenue le 9 avril 1997, sélectionné et reconnu à la majorité des voix les personnes ci-après mentionnées comme constituant le Conseil de Bande :

Chef : Harry Wawatie
Conseillers : Charles Ratt
Eddy Nottaway
Antoine Decoursay
Peter Poucachiche

1) Démission du chef Harry Wawatie

Le 10 juillet 2006, le chef Harry Wawatie démissionnait. Je reproduis intégralement cette lettre.

NOTICE TO ALL COMMUNITY MEMBERS

Re: My Resignation as Chief

It is with extreme regret and sadness that I must inform you that effective immediately, I am resigning as your Chief. My reasons for resigning are as follows:

-I have tried to be reasonable in our dealings with the Department of Indian Affairs, but the Department of Indian Affairs has decided to act unilaterally and appoint a "Third Party Manager" to take over our community's financial and administrative affairs. This is despite the fact that we have been unable to clarify our community's financial position since the 1996-97 Department of Indian Affairs interference into our internal political affairs.

-Even direct interventions to the Department of Indian Affairs by our Special Representative, Clifford Lincoln, has failed to convince the Department of Indian Affairs not to take the extreme measure of imposing a "Third Party Manager" upon our community.

-I believe that the Department of Indian Affairs will do something similar like they did in 1996-97, to try to disrupt our community by promoting division among our community members.

-Under my leadership, I have been unable to get the federal government back to the table to negotiate the 1997 **Memorandum of Mutual Intent** to rebuild our community after the crisis they caused in 1996-97. I have also been unable to get the federal government back to the table to negotiate the **1991 Trilateral Agreement** regarding land and resource use and planning within our traditional territory.

-I believe the Department of Indian Affairs is targeting me to blame for our community's lack of progress when it is the federal government that is in breach of the Agreements they signed with us.

-At my age I do not have the health or stamina to fight with the federal government, but I encourage the remaining Councillors to also resign and let the community develop a position and consensus around a new Chief and Council to fight the unilateral actions of the Department of Indian Affairs regarding our community's financial and administrative affairs.

In closing, let me say that I have been proud to represent you as your Chief, and that I am prepared to sit on the Council of Elders to help select a new Chief and Council.

We must not take too long because the unilateral actions by the Department of Indian Affairs must be challenged.

In Unity

(signed)
Harry Wawatie
Elder

Quant aux quatre autres membres du Conseil, aucune documentation n'existe quant au fait qu'ils aient démissionné. Voici les informations obtenues de l'ancien chef Harry Wawatie à cet effet :

"The Council selected in 1996-1997 was made up as follows:

- Harry Wawatie, as Chief
- Eddy Nottaway, Councillor
- Charles Ratt, Councillor
- Peter Poucachiche, Councillor
- Antoine Decoursay, Councillor

Eddy Nottaway resigned within several years of being selected. Charles Ratt resigned just before Harry Wawatie did. This left Antoine Decoursay and Peter Poucachiche. Neither submitted formal written resignations. Peter Poucachiche attended at the Matchewan Council selection last July/August and stood aside once the new Council was selected. Antoine Decoursay did not attend the July/August selection. He is Jules Papatie's brother-in-law. However, Antoine approached Harry Wawatie before the leadership

selection in July/August and he said he wanted to stand aside even then. Antoine does not insist on maintaining his position as Councillor. However, given the situation he is not stating any position."

Il vaut de noter qu'Eddy Nottaway, Charles Ratt, Peter Poucachiche et Harry Wawatie se sont rangés derrière Jean-Maurice Matchewan et ses conseillers.

Je tiens à souligner immédiatement que je n'ai aucunement le mandat de déterminer si les raisons de ces démissions sont valables ou non, fondées ou non. Tout ce qui m'importe, c'est de constater qu'il devait, selon le code coutumier, y avoir un nouveau processus de sélection des membres formant le Conseil de Bande.

2) Comme suite à cette démission du Chef Wawatie, une résolution du conseil des Aînés portant le # 03-08-06 était adoptée le 3 août 2006. Je la reproduis intégralement.

RESOLUTION OF ELDERS COUNCIL No. 03-08-06

WHEREAS our Customary Chief, Harry Wawatie resigned on July 10, 2006, for the reasons he wrote in his July 10th notice to the community members, which triggered a leadership review process under our First Nation's *Mitchikanibikok Anishnabe Onakinakewin* (Customary Governance Code); and

WHEREAS on July 19 2006, our Elders adopted an official List of eligible community members to participate in the leadership selection process and named an Elders Council to:

- Preside over the leadership selection process; and
- Call for a leadership assembly to be held on July 24, 2006, to select a new Customary Chief and Council

WHEREAS on July 19 2006, our Elders Council authorized the distribution of a community notice announcing a Leadership General Assembly to be held on July 24, 2006, to select a new Customary Chief and Council;

WHEREAS on July 21 2006, by letter, our Elders Council requested our Algonquin Nation Tribal Council to support Michel Gratton, and others, to attend our July 24th Leadership Assembly as observers;

WHEREAS a Leadership Assembly was held on July 24, 2006, with three outside observers in attendance (Michel Gratton, Peter Di Gangi, Millie Poplar) and the following people were selected as our new Customary Chief and Council by a majority of the Eligible community members in attendance:

- Jean Maurice Matchewan – Chief**
- Benjamin Nottaway – Councillor**
- Moise Papatie – Councillor**
- Jean Paul Ratt – Councillor**
- David Wawatie – Councillor**

WHEREAS during the July 24th Leadership Assembly a few eligible community members raised concerns about the leadership selection process, they claimed they didn't receive the community notice announcing the Leadership Assembly, and several other eligible community members pointed out to our Elders Council that some eligible community members couldn't attend the Leadership Assembly for various reasons:

WHEREAS in order to accommodate concerns raised by some Eligible community members during the July 24th Leadership Assembly, on July 29, 2006, our Elders Council authorized the distribution of a community notice announcing a further community meeting to be held on August 1, 2006, to confirm the selection of the new Customary Chief and Council made during the July 24th Leadership Assembly;

WHEREAS on August 1st 2006, a community meeting was held with one outside observer in attendance (Michel Gratton) to confirm the July 24th 2006, selection of the above noted people as our new Customary Chief and Council, all Eligible community members in attendance confirmed their support for the new customary Chief and Council:

THEREFORE BE IT RESOLVED that our Council of Elders hereby confirm, that the following people were selected as our new customary Chief and Council during a Leadership Assembly on July 24th 2006 and confirmed in a Community Meeting on August 1st 2006 in accordance with

our First Nation's *Mitchikanibikok Anishnabe Onakinakewin* (Customary Governance Code), and they represent a broad consensus of our Eligible Community Members:

- Jean Maurice Matchewan – chief
- Benjamin Nottaway – Councillor
- Moise Papatie – Councillor
- Jean Paul Ratt – Councillor
- David Wawatie – Councillor

IT IS FINALLY RESOLVED that our previous customary Chief and Elder, Harry Wawatie, communicate the decision of our First Nation to the Governments of Canada and Quebec, on behalf of our Elders Council.

Duly Adopted in Mitchikanibikok Inik Territory on the 3rd day of August 2006, by the Council of Elders.

RESOLUTION OF ELDERS COUNCIL

No.03-08-06

(signed)
Harry Wawatie
Toby Decoursay
Jeannine Matchewan
Louisa Papatie

Par ailleurs, un autre groupe d'aînés, le 4 août 2006, faisait parvenir la lettre suivante au Ministre Geoffrey Kelley à Québec. Je reproduis cette lettre intégralement :

Re: Notice of Selection: New Customary Chief and Council

Dear Minister Prentice: (sic)

This is to give you formal notice that in accordance with procedures under our First Nation's *Mitchikanikok Anishnabe Onakinakewin* (Customary Governance Code), a new Customary Chief and Council was selected on August 1, 2006 by our First Nation during a duly convened Leadership Assembly. The Elder of councils was selected, which consist of:

- . George Nottaway
- . Elisabeth Nottaway

- . Zoe Jerome
- . Jules Papatie

Moreover, our new Customary Chief and Council selected by the community that was approved by the Council of Elders, which is consist of the following persons:

- . William Nottaway – Chief
- . Patrick Ratt – Councillor
- . Hector Jerome – Councillor
- . Thomas Ratt – Councillor
- . Emmett Papatie – Councillor

As an elder and member of the Council of Elders, I am satisfied that our customs were followed in the selections of Chief and Council by majority of members of the Algonquins of Barriere Lake.

For your information, I will be forwarding you with resolution and signed documents of majority endorsements of agreements of the selection of our Chief and Council. We are also getting more signatures as I write this letter.

In closing, please advise our governments to address all communications to our new Customary Chief and Council as identified above.

On behalf of the Council of Elders. I remain sincerely,

Zoe Jerome

Le problème à résoudre :

Le problème me semble plutôt simple à résoudre. La réponse à la question suivante me semble être de nature à le régler : la procédure prévue aux articles 8.6, 8.7, 8.8, 8.9 du code électoral coutumier a-t-elle été suivie par les deux groupes ? Je reproduis ces articles :

Wasakawegan

8.6

- (1) Wasakawegan, or blazing, is the process for selecting leaders. In this process, leaders are nominated by the Elders and selected by the People
- (2) To initiate a selection process, The Council consults with the Elders and asks them to identify a suitable candidate or candidates if more than one position is open
- (3) Once a suitable candidate or candidates have been identified, The Elders convene a Leadership Assembly of the People.
- (4) The proceedings of the Leadership Assembly are as follows:
 - (a) the assembly starts in the morning ;
 - (b) seats representing the number of positions which are open are placed in the center of the Assembly area ;
 - (c) an equal number of seats are also placed in the centre for the spouses of leaders to be selected ;
 - (d) the People gather in a circle, around the seats ;
 - (e) the nominated candidate is escorted by one of the Elders to one of the seats in the centre ;
 - (f) the spouse of the nominated candidate is also escorted to a seat by another Elder ;

- (g) the Elder who nominates a candidate addresses the Assembly and the Elder who brings forward the spouse also addresses the Assembly ;
 - (h) the candidate and spouse also addresses the Assembly ;
 - (i) the floor will then be open for general discussion ;
 - (j) if there is consensus amongst the People on the candidate, this shall be announced to the Assembly ; and
 - (k) the Assembly continues until all the positions are filled.
- (5) Once a candidate is selected, the person undergoes a training, probation and evaluation period for two years. This transition allows the selected candidate to improve and enhance leadership skills by observing and working with the present Council.

Confirmation of Selection

8.7

- (1) When the training, probation and evaluation period is finished, the Elders again convene a Leadership Assembly of the People to consider the confirmation of the candidate or candidates.
- (2) The Assembly proceeds in the same way as outlined in section 8.6 (4), except that different Elders must this time escort the candidates and their spouses.
- (3) The selection of the candidate is confirmed if there is a consensus amongst the People.
- (4) The confirmed candidate begins exercising the responsibilities of the position immediately, however, the title of the position does not transfer until the current holder of that title dies.

Eligibility of Candidate

8.8

- (1) Only adult members of the First Nation who are married are eligible to be candidates for Chief or Councillor.
- (2) To qualify as an eligible candidate, a person must also :
 - (a) be open-minded, possess good judgment and courage ;
 - (b) use and occupy the traditional territory and have knowledge of, and connection with the land, especially the area which the person is to represent ;
 - (c) have Okima mskwe, leadership blood ; and
 - (d) speak the Algonquin language and have knowledge of the customs and traditions.

Eligibility of Selectors

8.9

- (1) Only eligible selectors are entitled to participate in the selection of the Chief or Councillors
- (2) To be an eligible selector, a person must :
 - (a) be an adult member of the First Nation, and
 - (b) use and occupy the traditional territory and have knowledge of, and connection with the land.

Les preuves recueillies ainsi que l'étude de l'abondante documentation soumise et particulièrement le rapport de l'observateur (facilitateur) Michel Gratton portant date du 3 août 2006 me semblent suffisantes pour disposer du litige. Je reproduis ce rapport :

**Algonquins of Barriere Lake
Leadership Selection Process
Report by Michel Gratton
August 3, 2006.**

At the request of the Algonquin Nation Secretariat, I observed the culmination of the Leadership Selection Process (Wasakawegan/Blazing) in the Band Office at Rapid Lake on Monday, July 24th, 2006 along with Peter Di Gangi, Director General of the Algonquin Nation Secretariat, and Millie Poplar, a representative of Kairos. I also observed the community meeting held on Tuesday, August 1st, 2006, in the same locale, to ratify the selection of the new Chief and Council.

The following is my narrative of these two meetings :

Monday , July 24th

The meeting, convened for 11h00 by the Council of Elders, was opened by former Chief and elder Harry Wawatie at 12h15 in front of over 60 adults of the community. All through the proceedings, other people continued to file in and out.

At around 12h25, a woman elder escorted Jean-Maurice Matchewan, as nominated Chief, to a chair situated in the centre of the room, and other elders successively escorted Jean-Paul Ratt, David Wawatie, Benjamin Nottaway and Moise Papatie, as nominated members of Council, to other chairs. The spouses of the nominated candidates sat behind them.

One woman present expressed dissent with the nominations and a discussion ensued, with the participation of some elders.

At approximately 12h40, an elder asked that community members supporting the nominated Council rise. The vast majority (minus some 7 or 8 people) rose to express support. Arguments continued with 3 women raising objections and many others responding.

A around 12h45, Jean-Maurice Matchewan addressed the meeting, after which most of the people present rose to congratulate the selected members of Council and their spouses.

At 12h50, former Chief Harry Wawatie spoke then shook hands with the members of Council. Councillor Jean-Paul Ratt then addressed the meeting, after which there was applause and the meeting was adjourned.

Tuesday, August 1st

The Council of Elders had convened this meeting of all community members for 10h00 to confirm the leadership selection of July 24th. People who were not able to attend were asked to write and sign declarations of support for the new Chief and Council. I was the only outside observer at this meeting.

At 11h30, Jean-Maurice Matchewan addressed the meeting of some 90 people, followed by former Chief Harry Wawatie. People present were then invited to rise to show their support for the Chief and Council members selected on July 24th. All present rose and applauded.

Other people continued arriving whose names were noted. Ten letters of support were also submitted from absent community members. By the time I left to return home at 12h.15, a total of 112 adult members had indicated their support, either in person or in writing, and community members were continuing to bring new supporters to the Band office.

Conclusion

In 1997, André Maltais and I had occasion to act as facilitators in the leadership selection process of the Chief and Council. We studied the ABL custom for the leadership selection and were able to observe that it had been respected in every detail.

In the case of this 2006 leadership selection, although I did not attend the meetings of the Council of Elders, I was able to observe that the general community meetings of July 24th and August 1st were duly convened and attended by numerous eligible community members. I have no reason to believe that the Custom was not respected throughout the leadership process. I therefore conclude that the leadership selection of July 24 was conducted according to the ABL Custom.

(signed)

Michel Gratton

Cette assemblée générale faisait suite à la résolution du 19 juillet 2006 que je reproduis :

Resolution of Mitchikinabikok Inik

WHEREAS, as per our **ONAKINEGEWIN**, the Mitchikinabikok Inik eligible members convened Community meetings and consultations on the resignation of Chief Harry Wawatie and the Community Leadership, and

WHEREAS, the Mitchikinabikok Inik Elders held a meeting on July 19, 2006 to establish a Council of Elders as required by our **ONAKINEGEWIN** to select a new Customary Chief and Councillors,

THEREFORE BE IT RESOLVED, that we the undersigned Mitchikinabikok Inik Elders hereby approve the following candidates to preside on our Community Leadership selection process :

- | | |
|-------------------|-----------------------|
| 1. Harry Wawatie | 3. Jeannine Matchewan |
| 2. Toby Decoursay | 4. Louisa Papatie |

BE IT FURTHER RESOLVED, that we hereby adopt the Eligibility of **MITCHIKINABIKOK INIK** members to participate in our Leadership selection,

IT IS FINALLY RESOLVED, that our council of Elder is mandated to call a Community General Council Assembly on July 24, 2006 for the selection of our new Customary Chief and Council members.

Adopted at Rapid Lake on July 19, 2006

L'assemblée générale convoquée avait lieu au local du Conseil de Bande. L'autre groupe – très minoritaire ce jour-là – s'est réuni au gymnase. (J'identifie ce groupe du nom de deux de leurs leaders : Jules Papapie et Hector Jerome)

La procédure suivie par ce dernier groupe, tentativement et gauchement calquée sur la procédure observée par M. Gratton qui a mené à l'élection du chef Jean-Maurice Matchewan et de

ses conseillers, n'est pas celle prescrite au code électoral coutumier. En conséquence, selon mon évaluation de la situation, seul le groupe Matchewan peut prétendre former le Conseil de Bande. L'approche adoptée par l'autre groupe relève de la pétition qui n'est pas le mode de sélection coutumier des Algonquins du Lac Barrière, selon le rapport des facilitateurs Maltais et Gratton datant de 1997.

3) Y-a-il des remèdes si l'on n'est pas satisfait du Conseil de Bande ?

La réponse est oui ! Elle réside dans l'application du code électoral coutumier en son article 8.11 (que je reproduis)

Leadership Review

8.11 (1) The leadership of any member of Council is open for review at any time

(2) A leadership review is initiated when a sufficient number of members of the First Nation approach the Elders to convene an assembly to review the leadership of one or more members of the Council

(3) If the Elders think that a leadership review is appropriate, then, they shall convene an assembly and ask the leader to attend.

(4) The purpose of a leadership review is not to remove the leader. If the people feel that a leader has done something wrong, they must inform the leader of this first and give the person an opportunity to correct the situation.

(5) If a leadership review is not resolved to the satisfaction of the People, either because the leader has not provided an adequate explanation or is unwilling to resign or change, then the Elders shall request if the People want to remove the leader.

(6) If there is a consensus on removal then the Chief or Councillor shall be removed from this position.

Que faire maintenant ? :

Il appartient aux aînés de décider

1) S'il doit y avoir un "leadership review" selon l'article 8.11 si "a sufficient number of the First Nation approach the elders to convene an assembly to review the leadership of one or more members of the Council"? Il me semble évident que le groupe Jules Papatie – Hector Jerome est suffisamment important pour demander et obtenir un "Leadership review". Soutenir le contraire contreviendrait à la lettre et à l'esprit de l'article 8.11 du code électoral coutumier.

2) Qu'est-ce qu'un "sufficient number"? Il appartient aux aînés de le décider, à la lumière de la demande présentée par des membres de la Bande (si demande il y a).

3) Qui est éligible pour sélectionner le chef et les conseillers ? L'article 8.9 (précité) du code électoral coutumier le prévoit.

4) Qui doit déterminer qui "reside and occupy the traditional territory and have knowledge of, and connection with the land"? Les aînés de la communauté !

Quelques remarques additionnelles :

a) J'ai remarqué que le groupe qui s'appelle Maigan Agik (appartenant au groupe Papatie-Jérôme), groupe vivant près du Lac Jean-Père est formé d'autochtones du Lac Barrière vivant hors réserve, sur le territoire traditionnel; d'autres membres de la Bande du Lac Barrière n'ont pas mis les pieds depuis belle lurette sur la réserve ou sur le territoire traditionnel. De plus, comme en 1996, sauf pour l'adjonction de jeunes membres et de transfuges du clan Jean-Maurice Matchewan, il s'agit essentiellement du même groupe qui avait temporairement été reconnu comme légitime par le Ministère des affaires indiennes et du Nord Canada et dont les locaux du Conseil de Bande intérimaire étaient situés dans la ville de Maniwaki.

Quant au groupe Jean-Maurice Matchewan – il vit essentiellement sur la Réserve et sur le territoire traditionnel.

b) J'ai été fort étonné et surpris que le Ministère des affaires indiennes et du Nord n'ait pas un registre à date des membres de la Première Nation du Lac Barrière. J'ai dû travailler avec des listes incomplètes fournies par les Algonquins et le Ministère où j'ai découvert des noms de personnes ayant déménagé pour toujours, selon les informations recueillies, des noms de personnes disparues dont on est sans nouvelles – des personnes décédées. Il faudrait corriger cette situation.

c) Mon mandat ne m'autorise pas d'évaluer la situation financière de la Bande. Toutefois il a été question *ad nauseam* de l'administration des finances par le Conseil de bande et le tiers administrateur. Pour bien informer les membres de cette Première Nation, la lettre du 11 juillet 2006 de M. André Côté fait le point et indique que l'administration retournera au Conseil de Bande du Lac Barrière après redressement des finances (étape par étape). Je la reproduis intégralement :

Subject : Necessity of Third-Party Management

Chief and Councillors :

In a letter dated July 4th, 2006 addressed to Chief Harry Wawatie, Mr. Pierre Nepton noted that Council has failed to provide, as requested in our letter dated June 15, 2006, an appropriate and acceptable action plan demonstrating how you will proceed to identify a new co-manager in order to secure federal funds and delivery of essential services. He further indicated the consequences of Council's failure to provide INAC with the aforementioned.

Consequently, this letter is to notify the Council that effective July 12th, 2006, INAC has appointed Lemieux Nolet Inc. as the third-party manager to manage all funds provided by INAC for the benefit of the Algonquins of Barriere Lake community members. Be informed that we have also forwarded this information to other federal departments providing funding to the Council.

Over the past years, the Council has accumulated a significant financial deficit which has now reached a level where essential services to the community are considered to be at risk. Furthermore, the fact that you decided to terminate the contract with your co-manager even if the situation has been improving since the beginning of the co-management regime, demonstrates the Council lacks the essential willingness to address its financial difficulties.

Considering the foregoing, INAC is left with no other alternative but to increase its intervention level to ensure that essential services to community members are not placed at further risk.

The third-party manager will administer the delivery of INAC's funded programs, in accordance with the terms and conditions of the Funding Arrangement to the benefit of Algonquins of Barrière Lake community members. Third-party management services will be monitored closely by INAC and formally reviewed at regular intervals. In due time, upon mutual agreement between INAC , Council and the third-party manager, the latter could assist the Council in implementing an effective Remedial Management Plan.

We will be communicating with Algonquins of Barrière Lake band members by way of a Notice to population informing them of the situation and we will be attaching an information sheet entitled "What Third-Party Management

Means to You as a First Nation's Member" which may answer questions about third-party management.

The implementation of a Third Party Management Regime is a temporary measure in order to insure the delivery of essential services to your population. We would encourage all members of the Council and its staff to cooperate and work with the third-party in order to facilitate the delivery of programs and services to your community members and to redress the band's financial situation. Representatives of Lemieux Nolet Inc. will be in contact with your administration representatives and staff to discuss the next steps in this process

Sincerely

André Côté
Regional Director General
Quebec Region.

Il est donc évident, selon cette lettre, que, dès que les finances de la Bande seront à nouveau assainies, selon la politique du Ministère, la gestion sera confiée, tel qu'il se doit, au Conseil de Bande qui devra, dans le futur, démontrer beaucoup plus de rigueur. La façon la plus appropriée de bien contrôler la gestion des finances de la Bande, c'est d'assurer la présence sur le "Board of Directors" de personnes compétentes et intègres.

À cet égard, je suis conscient qu'un litige est pendant devant la Cour fédérale sur le sujet du tiers administrateur. Je m'abstiendrai donc de tout commentaire sur le fond du litige. Toutefois, je n'ai pas aimé que l'on vilipende devant moi des fonctionnaires intègres et dévoués du Ministère des affaires indiennes et du Nord Canada. Une courtoisie de bon aloi et la bonne foi doivent s'installer dans les relations entre les autochtones du Lac Barrière et les fonctionnaires du Ministère, région du Québec. Ça faciliterait drôlement les choses si le climat de tension actuel se métamorphosait rapidement.

e) Enfin, **je note qu'il n'y a, semble-t-il, aucune réconciliation possible entre les aînés de l'un et l'autre clan.**

D'ailleurs les aînés du groupe Maigan Agik ne veulent plus retourner sur la Réserve du Lac Barrière, à moins que Jean-Maurice Matchewan et ses conseillers Russell Diabo et Me David Nahwegahbow n'aient plus aucune influence. C'est ce qu'ils ont dit en Assemblée Plénière au Domaine le 10 mars 2007, en ma présence (Intervention de l'aînée Mary Whiteduck).

Dernière observation :

Pour le bénéfice de certains membres de la Communauté du Lac Barrière se décrivant désormais comme Maigan Agik Anishnabe et vivant dans des conditions misérables sur les rives du Lac Jean-Père, j'aimerais rappeler qu'il est utopique pour eux d'espérer voir la création d'un nouveau village dans les environs du 1000 rue Maigan Agik, Parc-de-la-Vérendrye.

Le Gouvernement du Canada est prêt à investir plusieurs millions de dollars pour reconstruire l'actuel village des Algonquins du Lac Barrière. Les résidents de Maigan Agik qui sont membres de la Bande du Lac Barrière pourront réintégrer, s'ils le veulent, la Réserve et y avoir leur maison, lors de la construction du nouveau village : ils me semblent s'illusionner s'ils pensent que le Gouvernement du Canada dépensera des millions additionnels à même les fonds publics pour créer un autre village à proximité de la Réserve, pour des membres de la Communauté du Lac Barrière vivant hors réserve. Tous les citoyens, au Canada, peuvent habiter là où ils veulent. Tous les autochtones peuvent habiter là où ils le désirent que ce soit sur leur territoire traditionnel ou ailleurs. Mais ils ne peuvent, à mon humble avis, exiger du gouvernement canadien un important déboursé de fonds publics, parce qu'ils ne s'entendent pas avec d'autres membres de leur Bande, dont ils font toujours partie. Ces choses-là, je me dois de les dire clairement puisque toutes sortes de "racontars" peuvent inciter certains membres de la Communauté du Lac Barrière à croire des informations fausses et trompeuses.

REMERCIEMENTS

Je m'en voudrais de ne pas remercier les personnes suivantes d'avoir tout fait pour faciliter mon travail :

Pour le groupe Matchewan :

Le chef Jean-Maurice Matchewan et ses conseillers,
Benjamin Nottaway, Moise Papatie, Jean-Paul Ratt et David
Wawatie
M. Clifford Lincoln
Me David Nahwegahbow
M. Russell Diabo

Pour le groupe Papatie-Jerome :

M. Jules Papatie
M. Hector Jerome
M. Willie Nottaway
Me Louis Bigué

Les traducteurs :

M. Tony Wawatie
Mme Grace Jerome

Les Fonctionnaires :

Pour le Gouvernement fédéral :

M. André Côté, Directeur général pour le Québec
M. Pierre Nepton, Directeur général associé
M. Daniel Tétreault
M. Camil Simard

Pour le Gouvernement du Québec :

M. André Maltais, Secrétaire général associé
Secrétariat aux affaires autochtones

Enfin, un merci tout spécial aux nombreuses dames de la Réserve qui m'ont préparé un succulent repas traditionnel, lors de ma rencontre du 11 février 2007, au gymnase de la Réserve.

Ce fut un plaisir de servir.

Meegwetch

Réjean F. Paul, j.c.s.
Médiateur
Signé à Montréal ce 15 mai 2007